

LA LETTRE ECO

N°114

14 février 2015

SOMMAIRE

Le Coin des Epargnants

- Le tableau financier de la semaine
- Bourses, le printemps en hiver
- Le pétrole monte car il baisse

Si vous étiez absent cette semaine

- France, quand le surplace annonce des jours meilleurs
- Quand le Made in Germany devient excessif
- Bilan 2014 : le retour du dragon irlandais

Le Coin de la Conjoncture

- Le Royaume-Uni entre en campagne
- Et si demain était indien ?

Le Coin des Tendances

- Quand le nouveau centre commercial s'appelle Internet
- Quand l'Est pleure, la Corse et les Pays de la Loire rient

L'agenda éco et les prévisions de la semaine

LE COIN DES EPARGNANTS
Le tableau financier de la semaine

	Résultats au 13 février	Evolution sur 5 jours	Résultats au 31 déc. 2014
CAC 40	4 759	+1,46 %	4 272 pts
Dow Jones	18 019	+ 1,09 %	17 823
Nasdaq	4 893	+ 3,15 %	4 777
Dax Allemand	10 963	+1,08 %	9 805
Footsie	6 873	+ 0,29 %	6 566
Eurostoxx	3 284	+ 0,64 %	3 146
Nikkei	17 913	+1,50 %	17 450
Taux de l'OAT France à 10 ans	0,629 %	0,5920 % (taux au 5 fév.)	0,8370 %
Taux du Bund allemand à 10 ans	0,349 %	0,377 % (taux au 5 fév.)	0,541 %
Taux du Trésor US à 10 ans	2,014 %	1,948 % (taux au 5 fév.)	2,17 %
Cours de l'euro / dollars	1,1390	1,1321	1,2106
Cours de l'once d'or en dollars (1^{er} fixing Londres)	1 225	-3,03 %	1199
Cours du baril de pétrole Brent en dollars	61,09	+ 5,16 %	57,54

Bourses, le printemps en hiver

Toutes les grandes places boursières ont , cette semaine, en hausse. Les évènements grecs ont à peine fait frémir les indices européens. Depuis le 1^{er} janvier, le CAC 40 a gagné plus de 500 points en progression de plus de 11 %. Cet indice a retrouvé un niveau inconnu depuis le mois de juin 2008. Le Dax allemand comme le Standard and Poors 500 ont également battu leur record.

De multiples facteurs concourent à la hausse des cours, le quantitative easing à la mode européenne, la baisse de l'euro, le pétrole pas cher, les bons résultats des entreprises, la reprise américaine, les négociations en Ukraine et le retour des OPA... Cet optimisme boursier ne doit pas faire oublier la persistance de certaines menaces : la déflation, la Grèce, le ralentissement économique en Chine...

Le pétrole monte car il baisse

Le pétrole est remonté à 61 dollars au moment où l'Agence américaine d'information sur l'énergie a annoncé que les stocks de pétrole avaient atteint un nouveau record depuis le début de ses relevés hebdomadaires en 1982. Selon le comptage de l'EIA, les stocks ont augmenté de 4,9 millions de baril, à 417,9 millions quand les experts avaient prévu une hausse de 3,7 millions. Le marché reste dominé par un excès d'offre mais la forte baisse de ces dernières semaines a eu pour conséquence un fort recul de l'investissement. Elle aboutit à l'arrêt de nombreux gisements. Le nombre des appareils de forage actifs de pétrole et de gaz, aux Etats-Unis, a reculé de 87 sur la semaine, tombant à 1.456 (-315 sur un an). La semaine précédente, le nombre de derricks en exploitation avait baissé de 90, soit le plus fort recul enregistré depuis janvier 2009. Pour le seul pétrole, la baisse était de 83, à 1.140, au plus bas depuis décembre 2011. De son côté, le groupe Total a annoncé, à l'occasion de la publication de ses comptes 2014 que ses investissements seraient cette année en baisse de 10 %, son budget d'exploration étant en recul de 30 %. La compagnie Apache, spécialiste du pétrole de schiste aux Etats-Unis, a également annoncé une contraction de 60 % de ses dépenses d'investissement en capital et de 70 % de sa flotte d'appareils de forage. Ce fort mouvement de contraction des investissements conforte la position de l'Arabie Saoudite sur une reprise en main assez rapide du marché. Par ailleurs, le mauvais temps au Moyen-Orient où une tempête de sable a balayé la région a contribué à la hausse des cours tout comme le froid qui s'est installé en Europe.

SI VOUS N'AVEZ PAS SUIVI L'ACTUALITE ECO CETTE SEMAINE...

France, quand le surplace annonce des jours meilleurs

La croissance française, pour la troisième année consécutive, a atteint, en 2014, 0,4 %. Ce résultat a été obtenu grâce à un petit 0,1 % de croissance au quatrième trimestre. La France fait moins bien que l'ensemble de la zone euro dont le taux de croissance a atteint 0,9 % l'année dernière. Pour l'Union européenne, il s'est élevé à 1,4 %.

L'investissement en berne

L'année 2014 s'est caractérisée, pour la France, par un net recul de l'investissement, -1,6 % contre -0,8 % en 2013. Le recul est marqué pour l'investissement des ménages avec -5,8 % et pour les administrations publiques, -2,1 %. La consommation des ménages a été un peu plus forte qu'en 2013 avec une progression de 0,6 % contre 0,3 % en 2013. Le commerce extérieur a joué contre la

croissance avec des importations qui ont progressé plus vite que les exportations, respectivement 3,8 et 2,7 %.

Le pouvoir d'achat en hausse grâce à la désinflation

Le pouvoir d'achat des ménages s'est amélioré grâce à la baisse des prix ce qui n'a pas, pour autant, entraîné une progression de la demande en fin d'année. En effet, les dépenses de consommation des ménages n'ont augmenté que de 0,2 % au 4^{ème} trimestre après +0,3 % au 3^{ème} trimestre 2014. Sur l'ensemble de l'année, du fait de la baisse des prix de l'énergie et des températures clémentes, les dépenses d'énergie ont reculé de 5,7 %.

Le bâtiment souffre

Au niveau de la production, il faut souligner le net recul, en 2014, de la construction, -2,9 % après une baisse de 1,2 % en 2013. Les services non marchands ont bien résisté avec une hausse de 1,6 %. Les services marchands ont augmenté de 1,2 % quand la production de biens manufacturés est restée étale.

67 000 emplois détruits dans le secteur marchand

Si au quatrième trimestre 2014, l'emploi dans les secteurs marchands non agricoles est quasiment stable. Une perte de 5 100 emplois a été enregistrée contre une perte de 55 200 emplois au troisième trimestre 2014. Sur un an, l'emploi salarié est en recul pour le secteur marché avec -67 600 postes. La chute demeure forte pour l'industrie avec la disparition de 38 900 emplois soit une perte de 1,2 % sur l'année. La perte atteint 43 400 pour la construction soit une contraction de 3,1 %. Le tertiaire n'a créé que 14 700 emplois sur l'année soit un petit gain de 0,1 %.

Un léger mieux pour les exportations en fin d'année

La balance commerciale française a enregistré, en 2014, un déficit de 53,8 milliards d'euros en baisse de 7 milliards d'euros par rapport en 2013. Cette baisse de 11 % du déficit est la troisième de suite depuis le record de 2011, année où le déficit avait été de 74,5 milliards d'euros. L'amélioration de 2014 est imputable à l'allègement de la facture énergétique de 11 milliards d'euros.

Le déficit hors énergie et matériel militaire, s'est élevé à 16,7 milliards d'euros en hausse de 4,3 milliards par rapport à 2013 mettant fin à deux années d'amélioration.

En 2014, les ventes de véhicules automobiles, la chimie et les machines ont progressé comme les livraisons aéronautiques et les produits de luxe. En revanche, les exportations agricoles ont diminué en raison de la baisse des cours. Les ventes de produits pharmaceutiques sont également en repli.

A la fin de l'année dernière, la baisse de l'euro a commencé à produire ses effets avec une accélération des exportations, +2,3 % au quatrième trimestre contre 0,7 % au troisième. Les exportations de matériels de transports ont augmenté de 10 %. Le

commerce extérieur a ainsi contribué à la croissance à hauteur de 0,1 point au dernier trimestre pour la première fois de l'année.

De quoi sera fait demain ?

La poursuite de la baisse de l'euro, la diminution du prix du pétrole, le pacte de responsabilité, le CICE devraient produire leurs effets dans les prochains mois.

Il ne faut toutefois pas surestimer certains de leur impact. Ainsi, si la dépréciation de la monnaie unique a été de 20 %, depuis le mois de mars 2014, contre le dollar, elle n'est que de 5 % mesurée en taux de change effectif nominal (c'est-à-dire en tenant compte des variations de l'euro contre les autres devises et de la structure du commerce extérieur de la zone). La France réalise la plus grande partie de son commerce extérieur au sein de la zone euro ou avec des pays ayant lié leur monnaie avec l'euro. De ce fait, les entreprises françaises tireront peu profit de la dépréciation de la monnaie commune. Nous payons notre faible ouverture sur le lointain.

La baisse de l'euro augmente le prix des importations renchérissant d'autant les coûts de production et les prix à la consommation. Certes, cet effet est atténué par la baisse des cours des matières premières. Cette inflation importée contribue même à réduire le risque de déflation.

Il ne faut pas surestimer le quantitative easing car les taux d'intérêt sont déjà faibles en France et qu'il n'y a pas de réels problèmes d'accès au crédit. Du fait de la faible appétence des Français pour les actions, l'effet richesse sera relativement limité à la différence de ce qui a été constaté au Royaume-Uni ou aux Etats-Unis. Les agents économiques pourraient se désendetter en profitant des faibles taux d'intérêt tout en n'investissant pas. Le QE pourrait accentuer la tendance déflationniste sur le modèle de ce qui a été constaté au Japon.

En ce qui concerne le pétrole, la baisse des cours pourrait être plus courte que prévue avec un marché en dent de scie du fait de l'engagement d'un cycle de sous-investissement de la part des compagnies pétrolières.

Néanmoins, il est admis que les facteurs positifs l'emportent sur les facteurs négatifs. Les économistes tablent sur un surcroît de croissance de 0,5 point en 2015 et en 2016. De ce fait, la croissance française pourrait atteindre 1 % cette année et se rapprocher de 2 % l'année prochaine.

Quand le Made in Germany devient excessif

L'Allemagne se fera-t-elle sanctionner pour excédents excessifs ? La Commission de Bruxelles devra sans nul doute traiter, avec doigté, ce dossier au moment où l'opinion publique allemande émet quelques doutes sur l'intérêt de la monnaie commune.

Selon les chiffres publiés par l'Office fédéral des statistiques (Destatis), l'Allemagne a exporté, en 2014, pour 1.133,6 milliards d'euros, battant ainsi son précédent record de 2012. L'excédent commercial s'est, dans ces conditions, établi à 217 milliards

d'euros, soit 22 milliards de plus qu'en 2013... L'excédent représente 7,4 % du PIB. Le seuil de sanction a été fixé à 6 % du PIB par les autorités européennes. Le précédent record datait de 2007 avant la crise. La balance des comptes courants (solde de tous les transferts avec l'étranger), a affiché de son côté un solde positif de 215,3 milliards d'euros l'an passé, en hausse par rapport à 2013 (189,2 milliards d'euros), toujours selon des chiffres provisoires diffusés par l'institut statistique allemand.

L'Allemagne tire toujours profit de son positionnement sur le haut de gamme. Elle a réussi à compenser la diminution des exportations par un accroissement des ventes au sein de l'Europe. Les autorités allemandes sont contraintes de reconnaître que la baisse de l'euro a amélioré le solde commerciale, les entreprises d'outre-rhin ont ainsi gagné des parts de marché à l'extérieur de la zone euro.

Bruxelles rendra ses conclusions sur la procédure d'excédents excessifs le 27 février prochain. Pour la Commission, ce déséquilibre commercial récurrent aussi louable soit-il, traduit certaines inefficacités économiques allemandes nuisant à l'équilibre de la zone euro. La Commission met en avant la faiblesse de l'investissement et les augmentations de revenus contenues. Le Gouvernement répond que l'excédent n'est pas de 7,4 mais de 6,5 % en 2014 après 5,8 % en 2013. L'office statistique germanique n'a pas les mêmes bases d'analyse qu'Eurostat ; il retient une autre méthode de calcul, rapportant l'excédent commercial à la somme des échanges (exportations plus importations et non PIB).

Croissance, le retour du dragon irlandais

A l'exception de l'Italie, tous les pays de la zone euro sont sortis de la récession. L'Irlande a enregistré une croissance de 4,8 % en 2014. L'activité a bénéficié de la reprise des exportations. L'investissement a connu un fort rebond avec une augmentation de près de 20 % sur les neuf premiers mois de 2014 par rapport à la même période, l'année précédente. L'économie irlandaise a bénéficié de la reprise américaine, économie dont elle est très dépendante en raison du poids des échanges bilatéraux.

	Croissance PIB - 2014
France	0,4 %
Allemagne	1,6 %
Royaume-Uni	2,6 %
Espagne	1,4 %
Portugal	0,9 %
Italie	-0,4 %
Irlande	4,8 %
Grèce	0,8 %
Zone euro	0,9 %
Union européenne	1,4 %
Etats-Unis	2,4 %

LE COIN DE LA CONJONCTURE

Le Royaume-Uni entre en campagne

Après le succès du « non » au référendum écossais, une nouvelle épreuve attend le Royaume-Uni, les élections législatives prévues le 7 mai prochain. Si la situation économique britannique peut apparaître, vue du continent, comme florissante, la question de la réduction du déficit public et de la dette publique sera au cœur de la campagne électorale tout comme celle de la sortie du Royaume-Uni de l'Union européenne.

Le résultat de l'élection demeure incertain, les deux principaux partis, Travilliste et Conservateur sont affaiblis par la montée en puissance du SNP (Scottish National Party) et du UKIP (United Kingdom Independence Party).

Le parti conservateur possède un bilan économique relativement bon avec le retour du plein emploi. Il se fixe comme priorité le rééquilibrage des finances publiques. Le prochain gouvernement héritera d'un déficit conséquent et devra ramener le solde budgétaire, de 5,6 % du PIB en 2013-14, à l'équilibre au cours des prochaines années. La dette qui atteint 87,9 % du PIB est censée revenir à 83 % en 2019.

Malgré une croissance forte et d'un chômage en forte baisse, l'alliance conservateurs et libéraux doit faire face à la grogne des électeurs qui considèrent que leur pouvoir d'achat s'est dégradé.

De leur côté, les travaillistes souhaitent réduire l'effort de rigueur budgétaire et jouer sur le levier fiscal. Ainsi, ils prévoient de revenir à l'équilibre pour les seules dépenses courantes avec une augmentation des dépenses de santé. Ils ont prévu une augmentation du taux de l'impôt sur le revenu de 45 à 50 % et la création d'une taxe sur les habitations dont la valeur est supérieure à 2 millions de livres sterling (« Mansion tax »).

Les libéraux-démocrates, qui pourraient faire partie le cas échéant d'une nouvelle coalition s'ils parviennent à obtenir suffisamment de sièges, ont annoncé leur intention d'augmenter les dépenses du système de santé d'un milliard de livres sterling. Ils sont en ce qui concerne le retour à l'équilibre budgétaire sur la même longueur d'onde que les travaillistes

Le Royaume-Uni a bénéficié, sur le modèle américain, d'un fort soutien monétaire qui s'est arrêté. Tout comme aux Etats-Unis, la question de la remontée des taux est posée. Cette hausse semble être programmée pour le début de l'année 2016.

Le Premier Ministre, David Cameron, a promis un référendum sur l'appartenance du Royaume-Uni à l'Europe après les élections. Une sortie poserait d'importants problèmes commerciaux mais également financiers, Londres est aujourd'hui avant tout une place européenne. Au-delà des accords qu'il faudrait conclure avec l'Union, une sortie serait une source d'incertitudes qui pourraient nuire à l'économie

britannique. Les entreprises internationales seraient tentées de migrer leur siège européen de Londres vers l'Irlande, la Belgique ou la France.

Et si demain était indien ?

La Banque Mondiale prévoit, en 2015, pour l'Inde une croissance de 6,4 %. Ce taux de croissance pourrait atteindre 7 % à partir de 2016. Nous sommes en train de constater un effet de ciseau entre les deux géants démographiques que sont l'Inde et la Chine. Dans les prochaines années, l'Inde pourrait dépasser son voisin et concurrent chinois en matière de croissance et de population. La progression du PIB chinois devrait passer de 7,4 % en 2014 à 7,1 % en 2015, à 7 % en 2016 puis à 6,9 % en 2017.

Ces dernières années, l'Inde a souffert de l'insuffisance et de la mauvaise qualité de ses infrastructures avec à la clef de nombreuses coupures d'électricité. Le climat des affaires y a longtemps été médiocre, dissuadant les investisseurs internationaux à investir dans ce pays.

Depuis les élections générales de 2014 et l'arrivée au pouvoir de Narendra Modi, le pays semble s'être engagé dans un nouveau cycle. La Banque centrale indienne a décidé de s'attaquer sérieusement à l'inflation. Les autorités ont pris des mesures pour relancer la croissance et pour réduire le déficit courant. L'investissement augmente fortement et représente 30 % du PIB. L'Inde, au-delà de sa ligne de non-aligné, joue pleinement le partenariat avec les Etats-Unis et bénéficie de la reprise de ce pays. En 2014, le flux des investissements directs étrangers a progressé de plus de 25 %, avec plus de 20 milliards de dollars. « La bureaucratie se montre plus accueillante vis-à-vis des investisseurs » constate un diplomate étranger. Néanmoins, tous les blocages n'ont pas disparu avec des réformes annoncées mais pas appliquées. Certains experts doutent même de la réalité du rebond de l'économie indienne...

LE COIN DES TENDANCES

Quand le nouveau centre commercial s'appelle Internet

Plus de la moitié des Français ont réalisé des achats sur Internet. Ce taux est de 59 % pour les hommes et de 52 % pour les femmes. 85 % des diplômés de l'enseignement supérieur ont, au cours de l'année au moins fait un achat sur Internet. Ce taux est de 28 % pour les non-diplômés et pour ceux n'ayant que le certificat d'études.

Les différences de comportement s'estompent entre les catégories sociales. Ainsi, en 2012, 90 % des cadres et des professions libérales ont effectué des achats sur Internet (76 % en 2007) mais aussi 85 % des représentants des professions intermédiaires (58 % en 2007), 65 % des employés (39 % en 2007) et 58 % des ouvriers (25 % en 2007).

28 % des Français ont acheté sur Internet des vêtements ou des équipements sportifs, 23 % ont acheté des billets de transports et 19 % des séjours touristiques. Pour le moment, les opérations financières sur Internet sont à la traîne. 3 % des Français indiquent avoir eu recours à Internet pour acheter des actions ou souscrire à un produit financier.

Pour réaliser ses achats sur Internet, les Français privilégient l'ordinateur pour 95 % d'entre eux. Mais 29 % indiquent utiliser leur tablette. Il faut souligner que ce taux monte à 36 % pour les Français résidant dans des agglomérations de plus de 100 000 habitants. 17 % des Français consultés affirment utiliser leur smartphone. Ce taux monte à 28 % pour les 25/34 ans. Il est de 23 % pour les détenteurs d'un abonnement 4G et de 21 % pour ceux ayant une phablette (entre le smartphone et la tablette. Ceux qui recourent au smartphone ont une plus forte fréquence d'achat que les autres. Les jeunes et les mieux connectés (4G) passent de plus en plus par les applications de site marchand et abandonnent les sites Internet classiques.

Près de la moitié des jeunes de 18 à 24 ans, des CSP + et des jeunes actifs ayant acheté sur Internet ont utilisé des sites de consommation collaborative (Le Bon Coin, Price Minister, eBay). 20 % déclarent avoir eu recours à un tel site pour la réservation d'hébergement auprès de particuliers pour les vacances (airbnb, Bon Coin), 14 % pour bénéficier d'un co-voiturage, 7 % pour réaliser des achats groupés. Arrivent ensuite l'échange ou la location de voitures entre particuliers ainsi que le crowdfunding.

Les Français, par contrainte ou par goût optent pour de nouveaux modes de consommation. Ainsi, selon une enquête réalisée par CSA, seulement la moitié des sondés indiquent avoir acheté des livres neufs en 2014. Le marché de l'occasion se développe très rapidement pour l'électroménager, l'ameublement, les produits audiovisuels, le jardinage et le bricolage. C'est la logique de l'usage qui l'emporte sur l'envie d'acheter. 17 % des Français avouent recourir à des transports partagés et 54 % avouent être intéressés.

Quand l'Est pleure, la Corse et les Pays de la Loire rient...

5 régions ont connu entre 1991 et 2012 une croissance du PIB par habitant inférieure à 58 %, la Picardie, la Lorraine, Champagne-Ardenne, l'Alsace et le Limousin contre une moyenne nationale de 71,3 %. 4 régions ont obtenu une croissance du PIB par habitant se situant entre 80 et 87 %. Il s'agit de la Corse, Midi-Pyrénées, les Pays de la Loire et l'Île de France. Les régions à faible croissance ont été pénalisées par un mauvais positionnement sectoriel. La désindustrialisation a fortement touché la Lorraine ou l'Alsace. La désertification rurale a frappé Champagne-Ardenne et le Limousin. Ces deux régions ne bénéficient pas du rayonnement d'une métropole.

Pour les régions en forte croissance, plusieurs facteurs explicatifs existent. La Corse a bénéficié d'une augmentation de sa fréquentation touristique, de la bonne tenue du secteur du bâtiment, du plan exceptionnel d'investissement engagé en 2002 et de l'augmentation de la population. Les Pays de la Loire ont profité de l'attractivité de la façade atlantique, du dynamisme de Nantes et de la Vendée ainsi que d'un bon positionnement (nautisme, communication, agro-alimentaire...). L'Île de France après

avoir connu une phase de croissance lente dans les années 80 a enregistré un rebond. Sa part dans le PIB métropolitain est de 30 % mais sa part dans les revenus disponibles bruts des ménages n'est que de 22 % prouvant qu'un fort mouvement de redistribution existe en France. Un tel phénomène est également constaté au Royaume-Uni du fait du poids de Londres. Il est moins marqué en Allemagne qui a une structure territoriale plus déconcentrée. Depuis une dizaine d'années, ce sont les grandes métropoles de province qui ont connu la plus forte croissance notamment en termes d'emploi. Du fait de leur taille critique suffisante, elles offrent aux entreprises des rendements d'échelle. Le marché de l'emploi y est par nature riche et concurrentiel, les qualifications y sont nombreuses. L'existence de centres de formation et de recherche constitue un atout important. Ce meilleur appariement est une source naturelle de gains de productivité. Sophia Antipolis - Nice, Toulouse, Montpellier, Lille ou Lyon illustrent ce type de développement harmonieux. Ces grandes métropoles ont également pleinement bénéficié de l'augmentation des effectifs des différentes fonctions publiques (fonction publique territoriale avec la régionalisation des directions, fonction publique locale, fonction publique hospitalière). Les villes de taille intermédiaire avec un passé industriel ont, en revanche, de 2004 à 2014 fortement souffert. Il en a été de même pour celles qui accueillait des garnisons militaires supprimées dans le cadre des différents plans de réduction des effectifs militaires.

AGENDA ECONOMIQUE DE LA SEMAINE

Dimanche 15 février

Au **Japon** sera publié **le résultat du PIB** pour le 4^{ème} trimestre. Le Japon devrait sortir de récession avec une croissance de 0,9 % au 4^{ème} trimestre contre un recul de 0,5 % au 3^{ème}.

Lundi 16 février

Au **Japon**, seront connus les résultats de **la production industrielle** du mois de décembre et le **taux d'utilisation des capacités de production**.

A **Bruxelles**, l'**Eurogroup** se réunit avec au menu la Grèce et, officiellement, la fin du délai de grâce. La Grèce doit engager des négociations pour la signature du volant d'aides de 2015. La réunion est attendue...

Une réunion sur le projet **d'accord commercial Etats-Unis / Union européenne** se tiendra avec la présentation des résultats de la consultation sur le mécanisme des différends entre Etats et investisseurs.

Mardi 17 février

En **Chine**, il faudra suivre les **investissements d'origine étrangère** pour le mois de janvier.

En **Italie**, seront publiés **les résultats de la balance commerciale** du mois de décembre.

Au **Royaume-Uni**, seront rendus publics **les indices des prix à la consommation** et à la production du mois de janvier.

Pour **l'Allemagne et pour la zone euro**, **les enquêtes économiques ZEW** sur le sentiment économique et la situation courante de février seront publiées. Ces indicateurs devraient ressortir en hausse par rapport au mois précédent.

Aux **Etats-Unis**, sera communiqué **l'indice manufacturier de la FED** de New York pour le mois de janvier qui devrait être en baisse. On pourra également regarder l'indice Redbook du mois de février.

Mercredi 18 février

La **Banque centrale japonaise** se réunit et fera une déclaration sur la politique monétaire.

La **BCE** se réunit mais aucune annonce de politique monétaire n'est prévue.

Au **Royaume-Uni**, le **taux de chômage** trimestriel sera rendu public tout comme **l'évolution des salaires moyens**. Le nombre de demandeurs d'emploi pour le mois de janvier sera annoncé.

Aux Etats-Unis, il faudra suivre l'évolution **des mises en chantier et des permis de construire**. Les demandes de permis de construire seraient en très légère hausse quand les mises en chantier enregistreraient une petite baisse.

Toujours **aux Etats-Unis**, il faudra regarder **la production industrielle** du mois de janvier et **le taux d'utilisation des capacités de production**. La production industrielle devrait sortir en hausse de 0,3 % contre une baisse de 0,1 % en décembre. Le taux d'utilisation des capacités de production devrait passer de 79,7 à 79,9 %.

Au **Japon**, seront **communiqués les résultats de la balance commerciale du mois de janvier**.

Jeudi 19 février

Au **Japon**, il faudra suivre **l'enquête mensuelle économique** de la Banque centrale.

En **France**, sera rendu public **l'indice des prix pour le mois de janvier**. En décembre, les prix avaient augmenté de 0,1 %. Pour le mois de janvier, un passage en territoire négatif est attendu. Le recul pourrait être de -0,3 %.

Pour la **zone euro**, il faudra suivre **l'indicateur sur la confiance des consommateurs** qui pourrait être en recul.

Aux Etats-Unis, sera publiée **l'enquête de la FED de Philadelphie** sur le secteur manufacturier pour le mois de décembre. Par ailleurs, il faudra étudier **la publication des indicateurs avancés** qui témoigneraient d'un léger tassement à venir de la croissance.

Vendredi 20 février

En **Allemagne**, sera publié **l'indice des prix à la production**.

Pour **l'Allemagne, la France, la zone euro et les Etats-Unis**, seront rendus publics les **indicateurs PMI** (service, manufacturier, composite). Les indices PMI seraient en hausse pour l'Allemagne ainsi que pour la zone euro.

Au **Royaume-Uni**, il faudra regarder l'évolution des ventes de détail pour le mois de janvier.

Standart & Poor's présentera sa revue sur la note souveraine sur le Fonds Européen de Stabilité Financière.



La Lettre Economique est une publication de Lorello Ecodata

Comité de rédaction : Philippe Crevel, Sarah Le Gouez et Christopher Anderson

Toute utilisation totale ou partielle des articles de la lettre doit fait l'objet d'une autorisation.

Sites Internet : www.lorelo.fr

Pour ton contact et correspondance

- Par téléphone : 06 03 84 70 36
- Par email : phcrevel@lorelo.fr
- Adresse : LORELLO ECODATA – 7, rue Falguière – 75015 Paris

Abonnement : à adresser à phcrevel@lorelo.fr

Je m'abonne à La Lettre Eco de Lorello Ecodata pour un an : 52 numéros de la lettre

Un lecteur : 750 euros TTC

De 2 à 10 lecteurs : 1 300 euros TTC

Au-delà de 10 lecteurs contacter le service abonnement

Pour garantir une mise en place rapide de votre abonnement, nous vous demandons de bien vouloir compléter l'ensemble des informations demandées.

Adresse de facturation

Nom -----

Prénom -----

Fonction: -----

Organisme: -----

Adresse: -----

Code Postal -----Ville -----

Pays

Tél.: -----

E-mail:-----

Mode de paiement

Chèque bancaire à l'ordre de : LORELLO ECODATA

Virement bancaire

SARL LORELLO ECODATA

IBAN : FR76 3000 4014 9700 0101 8683 627 / BIC : BNPAFRPPNIC